

## Manifeste pour l'Europe

# **Nous voulons une Europe de la paix et du droit!**

Nous, citoyens des pays européens, sommes préoccupés de l'avenir de notre continent. Le développement économique, social, politique et culturel de l'Europe diverge de plus en plus de ce que les êtres humains, pas seulement en Europe, espéraient trouver après la Seconde Guerre mondiale: plus jamais de guerre et de dictature, plus jamais de pouvoir colonialiste et d'exploitation, mais davantage d'entente et de réconciliation entre les peuples, de reconstruction économique et de justice sociale – une vie de liberté politique, de diversité culturelle et de démocratie basée sur l'Etat de droit.

### **Mise en péril de la liberté, de la démocratie et de la paix**

Le fort endettement dans presque tous les pays européens, les taux de chômage élevés, surtout parmi les jeunes, l'inflation sous-jacente, l'affaiblissement et le rétrécissement de la classe moyenne, d'innombrables questions non résolues concernant les millions de réfugiés des Balkans, d'Afrique, du Proche-Orient et d'Afghanistan, le non respect étatique des droits citoyens et humains ainsi que l'aggravation des tensions sociales et politiques au sein et entre les Etats européens menacent la prospérité, la démocratie et la paix.

Les crises politiques et économiques sont instrumentalisées afin de perpétuer la centralisation du pouvoir politique de l'UE – au détriment de nos droits de souveraineté et de liberté. De nombreux citoyens remarquent la disparition de dialogue sincère avec les représentants politiques. Ils constatent que les dirigeants ne tiennent plus compte du peuple dans leurs décisions politiques. Ils réalisent qu'au moyen des médias dominants, on veut créer artificiellement des sentiments d'impuissance. On tente de dévier l'attention d'une part, de ce qui se passe réellement et d'autre part, des questions fondamentales, en mettant constamment en scène de nouvelles «crises».

De pair avec les Etats-Unis et devenus leurs vassaux, de nombreux gouvernements des pays de l'UE et de l'OTAN violent depuis de nombreuses années le droit international. Nous, citoyens des pays de l'Europe, restons solidaires de toutes les personnes et les peuples qui en souffrent. La guerre contre la Yougoslavie de 1999 fut le mal initial. Les sanctions contre l'Autriche, pendant plusieurs mois en l'an 2000, avaient pour but d'annuler une élection démocratique et d'empêcher la formation du gouvernement. En 2004, ainsi qu'en 2013 et 2014, l'UE et les Etats-Unis se sont massivement immiscés dans les affaires intérieures de l'Ukraine et ont ainsi contribué à ce que la guerre fasse rage en plein centre de l'Europe. Depuis 2010, le comportement face à la Grèce humilie tout un peuple. Un peuple, dont les ancêtres vivaient dans le pays qui fut le berceau de la pensée philosophique et de la création culturelle européennes.

### **Le patrimoine culturel de l'Europe**

C'est en Grèce antique qu'est né le premier droit européen codifié. Les politiciens de l'antiquité grecque considéraient comme leur devoir et le devoir de tous, de s'engager contre l'injustice. Les philosophes grecs créèrent les bases de la pensée scientifique; ils réfléchirent aux questions fondamentales de l'éthique sociale et politique et d'un système d'éducation développé. Hippocrate, le médecin de l'île de Cos, définit au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. une éthique qui imprègne la pratique médicale depuis des millénaires. La Grèce fixa, à l'échelle européenne, les normes en architecture et en art, en tenant compte de l'être humain comme référence, engendrant ainsi des développements dont nous bénéficions aujourd'hui encore.

Il y a déjà 2500 ans, les Grecs développèrent les principes fondamentaux du modèle étatique européen: la démocratie, la séparation des pouvoirs et le droit naturel. Ils exigèrent que l'action étatique soit évaluée selon une éthique fondée sur la nature humaine – afin d'éviter toute dérive vers le despotisme et la tyrannie.

Ce fut le Grec Aristote qui déclara que dans un Etat juste, l'argent ne devait pas être un instrument du pouvoir.

A chaque fois que la pure politique de force voulut imposer le «droit du plus fort», cela mena l'histoire européenne dans des abîmes de luttes acharnées et de guerres.

L'intransigeance avec laquelle on attaque actuellement, en politique et dans les médias, certains pays et certaines populations, rappellent des souvenirs de catastrophes passées sur notre continent. Face au potentiel de destruction nucléaire existant dans le monde, chaque incitation à des confrontations militaires et à la guerre, par exemple contre la Russie, est de la pure folie.

### **L'Europe se trouve à la croisée des chemins**

L'histoire de l'Europe a connu des périodes de grandes injustices et de violence. Cependant, elle a su aussi créer avec clairvoyance des situations de progrès et de paix pour les peuples. La tradition de l'humanisme chrétien occidental a fourni une base solide pour l'égalité de droit, l'humanité et la reconnaissance de la dignité de l'homme. A chaque fois que ces principes fondamentaux imprégnèrent notre histoire, le vivre-ensemble des hommes et des peuples devint plus pacifique, plus juste et plus sûr. Souvent cela était accompagné de prospérité générale, d'équilibre social et d'essor culturel.

L'Europe est définie par une grande diversité de cultures et de nations sur un espace relativement restreint, de la Crète au Cap Nord, de Lisbonne à Ekaterinbourg. Au cours de plus de 2500 ans, les habitants de toute l'Europe ont contribué à cette diversité dans tous les domaines et de diverses manières.

Concernant la coexistence en paix et en liberté, le développement du droit vers davantage de justice fut d'une importance fondamentale pour l'Europe et le monde.

L'Europe a contribué de manière significative à ce qu'aujourd'hui, les droits de l'homme et les principes du droit international public soient garantis dans des accords internationaux (Charte des Nations Unies, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) et dans les constitutions nationales.

### **Ainsi nous demandons ...**

- ... la priorité absolue de la protection de la vie humaine et le maintien de bonnes conditions de travail, de la prévoyance sociale, du régime de retraite, des soins médicaux ainsi que l'abandon de toutes les dérives en faveur de l'euthanasie.

*En effet, tout être humain a le droit à la vie et à l'intégrité physique. Le droit à la vie est le coeur même des droits de l'homme. C'est la valeur suprême. La vie humaine est intangible, inaliénable et non mesurable dans sa valeur. Le «respect de la vie» doit obtenir la priorité absolue. Chaque être humain a droit à la vie et à l'intégrité physique. Il a des droits sociaux inaliénables, notamment le droit à des conditions de travail équitables, à la sécurité sociale, à un niveau de vie convenable pour lui et sa famille, y compris suffisamment de nourriture, d'habillement et d'hébergement, à la formation et à l'enseignement ainsi qu'à la participation à la vie culturelle et politique.*

- ... la suppression de toutes les idéologies hostiles à la famille dans les réglementations étatiques et internationales.

*En effet, la famille est le noyau naturel de la société et elle doit pouvoir jouir de la protection et du soutien les plus élevés possibles.*

- ... l'interruption de la déstructuration de l'enseignement dans nos écoles publiques, la promotion de davantage de contenus basés sur les connaissances scientifiques, le renforcement des liens sociaux, de l'éthique sociale et de la formation civique et l'obligation pour les écoles de remplir leur mission légale de former des citoyens à part entière. L'enseignement et la formation sont des tâches fondamentales des Etats souverains. Il est inadmissible que des jeunes gens quittent nos écoles sans pouvoir trouver d'emploi, étant ainsi livrés à l'oisiveté, voire à la déchéance.

*En effet, chaque individu a droit à la formation. Celle-ci sert à l'épanouissement de la personnalité humaine et permet à tout individu d'assumer sa part de responsabilité en faveur du bien commun et de la paix. Ainsi, l'enseignement et la formation doivent promouvoir la conscience de la dignité humaine et permettre de développer la tolérance, la compréhension et l'amitié entre tous les peuples.*

- ... l'abolition d'un système d'«élite» internationale autoproclamée émanant de la politique, des médias et de l'économie (financière), définissant les destinées des citoyens et des peuples.

*En effet, le peuple – les citoyennes et les citoyens – est le souverain de l'Etat (souveraineté populaire). Les citoyens ont donc tous les droits politiques et les libertés civiles, dont la liberté d'expression, la liberté de réunion, la liberté d'association et un droit à des élections et des votations libres. Les élus du peuple et les gouvernements doivent veiller impartialement à l'intérêt commun. Le libre accès à l'information des citoyens et l'importance des médias pour la démocratie impliquent que ceux-ci se conforment à la vérité et à l'intérêt commun ainsi qu'à fournir des informations et des récits objectifs et impartiaux. L'économie doit être au service de l'homme. Chaque Etat a la souveraineté de décider de son propre ordre économique et notamment de sa monnaie. La protection de la nature et le respect de l'environnement doivent être une priorité pour le bien des générations futures également.*

- ... la limitation, dans le cadre du droit, des services de renseignements et des autorités policières de tous les Etats, à remplir leurs tâches essentielles et de mettre fin au prélèvement général et international de données personnelles.

*En effet, chaque personne a le droit à la protection de la sphère de sa vie privée et le droit à la protection de toutes pratiques étatiques arbitraires. Les activités étatiques ne sont légitimes et légales que lorsqu'elles sont soumises au droit et à la loi (principe de l'Etat de droit).*

- ... l'annulation de la gouvernance des hommes et des pays dans des situations de dépendances, telle que la servitude pour dettes («dettes odieuses»), la délivrance des pays de la dictature financière de l'UE, du FMI et d'institutions analogues entraînant la perte de leur souveraineté nationale.

*En effet, tous les peuples ont le droit que leur Etat – indépendant de par son territoire et de par sa puissance économique et militaire – soit membre à part entière de la communauté internationale.*

- ... la cessation de toute ingérence dans les affaires intérieures des Etats européens – que ce soit par des pressions politiques ou économiques ou en influant sur les résultats de votations imposées – et l’annulation de tout accord conclu de cette manière.

*En effet, tous les peuples ont le droit à l’autodétermination et peuvent en vertu de ce droit, décider librement de leur statut politique et de leur développement économique, social et culturel.*

- ... le renoncement de tous les Etats d’Europe à l’usage de la force militaire pour imposer leurs intérêts économiques et politiques et leur reconnaissance et respect du droit international public. Toutes les guerres doivent être terminées.

*En effet, tous les Etats ont le droit à l’intégrité territoriale et à l’indépendance politique. Toute guerre viole les droits humains. Les conflits doivent être résolus de manière pacifique et à la table de négociation. Tout personne a le droit de vivre dans un ordre international qui lui assure une vie en paix et en liberté.*

### **Toute activité humaine doit être fondée sur l’éthique**

La bonne foi doit à nouveau être la base du vivre ensemble et de toute activité politique. Sans ce principe, aucune confiance ne peut s’établir dans les accords conclus au sein des Etats et entre les Etats et la porte devient grande ouverte à l’arbitraire. Des mécanismes de gouvernance («Governance») et des techniques de manipulation de toutes sortes, cherchant à influencer subrepticement les personnes par l’abus de méthodes psychologiques, enlèvent au citoyen toute possibilité de se former sa propre opinion de façon indépendante. Elles blessent ainsi la dignité de la personne et détruisent la base de tout dialogue politique et de l’ordre juridique.

De par leur raison et leur compassion, les êtres humains sont capables de reconnaître les orientations fondamentales des activités morales et politiques ainsi que de penser, de sentir et d’agir de manière humaine. Ceci est pour ainsi dire inscrit dans le cœur de l’être humain. Guidées par la raison et la conscience, ces orientations forment et déterminent l’ensemble des règles morales, juridiques et politiques structurant la vie de l’homme et de la société. Elles garantissent la dignité de la personne humaine face aux idéologies éphémères.

Nous n’abandonnerons pas tout ce qui a été acquis et reconnu comme faisant partie du droit et ce qui a valeur de droit, car:

**«Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.»**

*Texte adopté par les 300 participants du XXIII<sup>e</sup> Congrès international «Mut zur Ethik», consacré au sujet: «Liberté, souveraineté et dignité humaine – un rempart contre le despotisme et la guerre» ayant eu lieu du 4 au 6 septembre 2015 en Suisse. Parmi les participants étaient présents les intervenants de Suisse et de l’étranger: Zoltan Adorjan (Slovaquie), Bob Barr (Etats-Unis), Pr Stanislas Bucyalimwe (Belgique/République démocratique du Congo), Katalin Z. Csörszné (Hongrie), Nicole Duprat (France), Jürgen Elsässer (Allemagne), Père Joseph Emmanuel Seemanpillai (Allemagne/Sri Lanka), évêque Elmar Fischer (Autriche), Heinz Werner Gabriel (Allemagne), Marek Glogoczowski (Pologne), Axel Grunow (Suisse), Eike Hamer (Allemagne), Živadın Jovanovic (Serbie), Germán Muruchi Poma (Allemagne/Bolivie), Pr Velimir Nedeljkovic (Serbie), Moritz Nestor (Suisse), Manfred Paulus (Allemagne), Dr Maria Isabel Pérez de Pio (Argentine), Pr Rudolf Pomaroli (Autriche), Inge Rauscher (Autriche), René Roca (Suisse), Hans Wilde (Autriche), Willy Wimmer (Allemagne), Pr Heinrich Wohlmeyer (Autriche).*

© «Mut zur Ethik», Postfach 756, CH-8044 Zürich, E-Mail: [mze@cybermail.ch](mailto:mze@cybermail.ch)